

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle carrières-matériaux
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou le 02 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES GSM

3 rue du Charron
CS 90412
44800 ST HERBLAIN

Références : 2022-221_INSP_RAP_JLC_GSM - Les Alleuds.publiable

Code AIOT : 0006303244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement CARRIERES GSM implanté Les Grandes Biousses - Les Alleuds 49320 BRISSAC LOIRE AUBANCE. L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES GSM
- Les Grandes Biousses - Les Alleuds 49320 BRISSAC LOIRE AUBANCE
- Code AIOT : 0006303244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Il s'agit d'une carrière de sables et graviers. La production maximale autorisée est de 300 000 t/an. L'exploitation a été autorisée en 2002 pour une durée de 20 ans, prolongée de 2 ans en 2021 (jusqu'en 2024). La carrière a une surface d'environ 87 ha et est exploitée en grande partie en eau par des engins (pelleteuse).

L'apport de matériaux extérieurs inertes en remblaiement est autorisé pour la remise en état.

Le site est traversé par la RD n° 90 et par une voie communale. Des ouvrages souterrains permettent le franchissement de ces voies. L'effectif du site est de 6 personnes en permanence.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les conditions d'exploitation;
- La qualité des eaux;
- Le bruit;
- La biodiversité;
- Le remblayage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 3.4.3	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4.3.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 24/09/1994, article 15	/	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4.3.4	/	Sans objet
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Ministériel du 24/09/1994, article 18.1 §II	/	Sans objet
6	Prévention des risques et nuisances	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4.4.7	/	Sans objet
7	Paysage, Faune, Flore	AP Complémentaire du 15/07/2013, article 3 §4	/	Sans objet
8	Remise en état	AP Complémentaire du 15/07/2013, article 4	/	Sans objet
9	Remblayage de la carrière	AP Complémentaire du 15/07/2013, article 5 § 10	/	Sans objet
10	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	AP Complémentaire du 15/07/2013, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation sont respectées. Des améliorations sont

toutefois possibles, notamment en ce qui concerne la profondeur d'extraction qui doit faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 9 novembre 2022 à l'inspection des installations classées le plan de l'exploitation mis à jour en novembre 2021. L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que les relevés de 2022 étaient réalisés mais que le plan n'était pas édité.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le plan fournis contient les limites du périmètre de l'exploitation ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de fouilles, les cotes d'altitude des terrains et bathymétrie des plans d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 3.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'excavation est limitée en profondeur à la cote 55 m NGF et de façon à maintenir, avant régalage des terres de découverte, une épaisseur d'au moins 0.50 m de matériaux au dessus du niveau le plus haut de la nappe.</p>
<p>Constats : Par courriel du 9 novembre 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation contenant les relevés altimétrique de l'exploitation et les relevés bathymétriques des plans d'eau résiduels.</p> <p>La consultation du plan laisse apparaître des cote bathymétrique (fond du plan d'eau) en dessous de 55 mNGF au Sud-Est de la parcelle cadastrée ZN n° 117 et au Nord-Est de la parcelle cadastrée ZN n° 113. La sur-profondeur constatée est au maximum de l'ordre de 1.30 m.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit expliciter l'extraction en dessous de la cote autorisée de 55 mNGF. Il doit justifier l'absence d'impact sur la nappe et rétablir une épaisseur d'au moins 0.50 m de matériaux au dessus du niveau le plus haut de la nappe sous-jacente.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Régime et qualité des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 9 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche reliée à un séparateur à hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/1994, article 18.1 §II
Thème(s) : Risques chroniques, Régime et qualité des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : Lors de la visite du 9 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté dans l'atelier que l'exploitant a indiqué sur un panneau un volume de rétention de 6300 l au droit du stockage de l'ensemble des fûts et bidons présents sur la rétention. La capacité de la rétention apparaît suffisante. Il faut noter que l'atelier est propre et bien ordonné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi bi-annuel de la piézométrie de la nappe est assuré dans les puits situés dans un rayon de 200 m autour de la carrière, sous réserve de l'accord des propriétaires ainsi que dans les plans d'eau créés. Un suivi bi-annuel de la qualité des eaux d'au moins 2 de ces puits placés l'un en amont hydraulique, l'autre en

aval ainsi que dans les eaux des plans d'eau de la carrière.
<p>Constats : L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées par courriel du 9 novembre 2022 le rapport environnemental de suivi de la carrière pour l'année 2021.</p> <p>Le rapport conclut que la piézométrie des puits situés dans un rayon de 200 m, hormis 2 puits, varie peu. Toutefois, on observe une légère baisse des niveaux jusqu'en septembre/octobre puis une faible remontée des niveaux en décembre.</p> <p>Le rapport ne fait pas état de la piézométrie des plans créés.</p> <p>Un suivi bi-annuel de la qualité des eaux de 2 des puits placés l'un en amont hydraulique, l'autre en aval ainsi que dans les eaux des plans d'eau de la carrière est réalisé. Le rapport conclut que : "Les eaux analysées sont de bonne qualité et dans les mêmes ordres de grandeur de ce qui a d'ores et déjà été observé sur ces ouvrages les années précédentes. Les analyses réalisées ne montrent pas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines entre l'amont et l'aval de la carrière".</p>
Observations : L'exploitant doit réaliser un suivi de la piézométrie des plans d'eau créés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des risques et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 4.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle de la situation acoustique est renouvelé tous les ans.</p> <p>Si un contrôle fait apparaître un dépassement des normes, les dispositions doivent être prises pour réduire les émissions et un nouveau contrôle doit intervenir dans le délai de 3 mois.</p>
<p>Constats : L'exploitant a adressé par courriel du 9 novembre 2022 le rapport environnemental de l'année 2021.</p> <p>Concernant les émissions sonores le rapport conclut : "Les mesurages mettent en évidence des émergences diurnes conformes à l'émergence admissible au niveau des habitations les plus proches, telles que définies par l'arrêté préfectoral. Dans les mêmes conditions, le niveau en limite de site est inférieur à 55 dBA de jour conformément à l'arrêté préfectoral".</p> <p>Les mesures ont été effectuées le 15 juin 2021. Celles réalisées aux point B2 "Moulin Brûlé" et B3 "Les Grandes Biousses" présentent des émergences calculées respectivement de 4 dB(A) et 5 dB(A), valeurs proches de l'émergence maximale admissible de 5 dB(A).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Paysage, Faune, Flore

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/07/2013, article 3 §4
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mare présente sur la parcelle ZN n° 81 est maintenue en place ainsi qu'une fraction sableuse en périphérie. Une clôture délimitant une zone tampon d'environ 10 m autour de cette mare sera mise en place</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 9 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence de la mare située sur la parcelle ZN n° 81. La présence d'une fraction sableuse en périphérie n'a pas pu être</p>

vérifiée du fait de la végétation en place. Une clôture autour de cette mare a été mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/07/2013, article 4
Thème(s) : Autre, Travaux de remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'excavation de la partie Nord de la carrière sera remblayée avec des matériaux inertes sur une hauteur ne dépassant pas 4 mètres de sorte que le réaménagement final ne dépasse pas la cote du terrain naturel avant extraction. Le remblaiement est réalisé de façon à permettre un retour des terrains à un usage agricole.
Constats : Lors de la visite du 9 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté, au vue du plan d'exploitation, que l'excavation de la partie Nord de la carrière a été remblayée sur environ 75% de sa surface et sur une hauteur ne dépassant pas la cote du terrain naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/07/2013, article 5 § 10
Thème(s) : Autre, Registre d'admission et plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Lors de la visite du 9 novembre 2022, l'exploitant a présenté un document sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/07/2013, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 sont complétées par les dispositions suivantes : L'exploitant mettra en place 2 piézomètres de profondeur adaptée pour permettre de suivre la qualité des eaux souterraines présente à l'aval hydraulique en limite des secteurs à remblayer (partie Nord de la carrière) avant le début des remblaiements.

<p>Une analyse permettant de connaître la qualité des eaux du puits des Grandes Biousses (repéré P1a à l'amont hydraulique des remblaiements) et constituant un point zéro sera réalisée dès notification du présent arrêté. Il en sera de même au niveau des 2 piézomètres situés à l'aval hydraulique après leur mise en place et avant apport de remblais. L'analyse portera sur la conductivité, les paramètres prescrit à l'article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 et ceux listés au §B de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>Les 2 piézomètres seront ensuite intégrés au suivi bi-annuel prescrit à l'article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 complété par un suivi de la conductivité.</p>
<p>Constats : L'exploitant a adressé par courriel du 9 novembre 2022 à l'inspection des installations classées le rapport annuel du suivi environnemental de la carrière.</p> <p>Concernant le suivi de la qualité des eaux, le rapport conclut que " le pH de la fosse en cours de remblaiement est à tendance basique. Les eaux analysées sont de bonne qualité et dans les mêmes ordres de grandeur de ce qui a d'ores et déjà été observé sur ces ouvrages les années précédentes. Les analyses réalisées ne montrent pas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines entre l'amont et l'aval de la carrière".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>